

Déclaration sur les droits d'auteurs et des interprètes

"La musique donne une âme à l'univers, des ailes à la pensée, un essor à l'imagination et de la vie à toute chose." – Platon

Paris, 1^{er} Octobre, Journée Internationale de la Musique

L'art est le langage que tous les peuples parlent et qui transcende les barrières culturelles, sociales et économiques tout en renforçant la sensibilité et la conscience culturelles. L'art offre des opportunités d'auto-expression et permet d'extérioriser dans la réalité concrète ce qui naît dans l'intériorité de chacun. La Déclaration universelle des Droits de l'Homme énonce que chacun a le droit de « jouir des arts », en ce qu'ils constituent, pour les individus et les communautés, un véhicule important pour développer et exprimer leur humanité. La vitalité de la créativité artistique est également nécessaire pour le développement de cultures vibrantes et dynamiques, pour la protection et la promotion de la diversité culturelle à travers le monde, mais également pour le fonctionnement paisible des sociétés démocratiques.

Les cinq droits musicaux du CIM mettent en relief ces droits et valeurs artistiques dans le domaine de la musique. Les trois premiers droits musicaux notamment, reprennent ce qui a été exprimé ci-dessus :

Premier droit musical du CIM: « Pour tous les enfants et adultes de s'exprimer musicalement en toute liberté »

Deuxième droit musical du CIM : « Pour tous les enfants et adultes d'apprendre et d'étudier les langages et savoir-faire musicaux »

Troisième droit musical du CIM : « Pour tous les enfants et adultes d'accéder à la musique à travers la participation, l'écoute, la création et l'information »

L'activité artistique dans le secteur musical s'appuie sur un grand nombre d'acteurs divers et variés, au-delà des auteurs et interprètes eux-mêmes, et englobant tous ceux qui participent et contribuent à la production, la distribution et la diffusion d'œuvres et créations musicales. Dans un secteur musical dynamique et prospère, tous ces acteurs devraient être égaux ; il est nécessaire de parvenir à établir et sauvegarder, tout aussi bien entre eux qu'entre les ayant-droits et utilisateurs des œuvres musicales, un juste équilibre entre droits et intérêts.

Encore une fois, les cinq droits musicaux du CIM consacrent l'importance du traitement équitable et de l'équilibre à réaliser entre droits et intérêts. Les quatrième et cinquième droits musicaux, s'agissant des droits de tout artiste musical, reconnaît implicitement la chaîne des acteurs, chacun méritant un traitement équitable.

Quatrième droit musical: « Pour tous les artistes musicaux de développer leur art et de le communiquer à travers tous les médias au moyen d'outils et de structures appropriés mis à leur disposition »

Cinquième droit musical : « Pour tous les artistes musicaux d'obtenir une juste reconnaissance et rémunération pour leurs prestations »

Ces droits ne peuvent prévaloir sans une vigilance et un plaidoyer constants. **Une des façons d'affaiblir les compositeurs et auteurs constitue à entraver et réduire leurs moyens de vivre, en tant que professionnels dévoués à la création musicale.** En effet, de nombreux compositeurs et auteurs témoignent du fait que les principales difficultés auxquelles ils sont confrontés dans leur travail sont liées à leur situation économique et sociale précaire. De la même façon, **bien qu'il y ait des artistes et interprètes musicaux prospères, la grande majorité d'entre eux a beaucoup de mal à vivre de leur musique.** Un des problèmes les plus communs est leur faible pouvoir de négociation en tant qu'individu, comparé aux grandes compagnies qui sont les principaux acteurs de l'industrie musicale.

Afin de pouvoir poursuivre leur travail créatif et artistique, les compositeurs, auteurs et interprètes doivent percevoir une compensation appropriée pour leur travail. Les droits d'auteurs et des interprètes représentent pour eux les moyens de s'assurer qu'ils reçoivent une compensation économique pour l'exploitation de leurs créations ; et constituent, en tant que tels, une motivation pour persévérer dans la création et l'interprétation d'œuvres musicales. En permettant d'assurer le maintien et le développement de la créativité, la protection des droits d'auteurs et des interprètes agit dans l'intérêt de tous – compositeurs et auteurs, interprètes, producteurs, consommateurs, la culture, l'industrie musicale et le public au sens large. **La mise en place d'un système efficace pour la protection des droits d'auteurs et des interprètes, ainsi que d'autres droits connexes, constitue donc une des façons principales de s'assurer que la créativité et la création musicales reçoivent les ressources nécessaires, tout en garantissant l'indépendance et la dignité des créateurs et des interprètes artistiques.**

La Déclaration universelle des Droits de l'Homme souligne le fait que : « Chacun a droit à la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production (...) artistique dont il est l'auteur. » tandis que le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, adopté par les Nations Unies, souligne le fait que chacun a le droit « de bénéficier de la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production (...) artistique dont il est l'auteur. » **La reconnaissance internationale acquise par les droits d'auteurs et d'interprètes met en lumière le consensus général actuel sur l'importance de droits solides pour un futur artistique durable.**

Le CIM et ses membres soutiennent activement de solides droits d'auteurs et d'interprètes pour les musiciens, en tant qu'ils sont cruciaux pour la pérennité de la vitalité de l'activité artistique musicale, et pour la garantie de conditions économiques et sociales adéquates pour les compositeurs, auteurs et interprètes. Ce soutien reconnaît le fait que la mise en place de solides droits d'auteurs et d'interprètes implique d'en faire une application appropriée, en fonction des situations spécifiques à chaque région. De plus, même si ce document traite des droits d'auteurs et d'interprètes en général, le CIM reconnaît également que ces droits peuvent prendre, à travers le monde, des formes distinctes s'agissant, par exemple, de la protection et de la sauvegarde de la musique et des instruments des peuples autochtones. Quelle que soit leur mise en œuvre, il est universellement reconnu que les droits des artistes musicaux de développer et communiquer leur art et d'en recevoir une juste compensation, complètent et soutiennent *in fine*, les droits de chacun à l'expression et l'éducation musicales, ainsi qu'à l'accès à la musique.

Le Conseil international de la musique (CIM) est le plus grand réseau mondial d'organisations et d'institutions œuvrant dans le domaine de la musique. Le CIM promeut l'accès à la musique pour tous et les valeurs de la musique dans la vie de tous les êtres humains.

Les membres du CIM sont présents dans 150 pays et sur tous les continents, avec des conseils nationaux de la musique, des organisations musicales internationales, régionales et nationales, ainsi que des organisations spécialisées dans le domaine des arts et de la culture qui créent ensemble un réseau de connaissance et de compétence touchant à tous les aspects de la musique.

À travers ses membres, le CIM a accès à plus de 1000 organisations et 200 millions de personnes, toutes désireuses de développer et de partager leur savoir et leur expérience dans les divers domaines de la vie musicale.

*Renseignements :
Silja Fischer, Secrétaire générale du CIM
Tel: +33 1 45 68 48 50
Email: info@imc-cim.org*